



Association Chrétienne de Coordination, d'Entraide et de Solidarité
Siège social : 9, rue des Chaudronniers - 68100 MULHOUSE
☎ 03 89 33 38 00 - ✉ 03 89 33 96 19 - 📧 dg@acces68.fr - www.acces68.fr

Assemblée générale 2010 Rapport moral du président

Chers membres, salariés, bénévoles, cadres, partenaires et amis de notre association,

En 2009, notre conseil d'administration s'est réuni quinze fois, donc autant qu'en 2008, et toujours accompagné du directeur général. Je vous rappelle que lors de quasiment chaque séance de travail (toutes les trois semaines sauf en été), nous invitons un des quatre directeurs d'établissements ou l'aumônier.

Pour cette assemblée générale, nous sommes quatre-vingt huit membres, comme en 2009. Il est simple de constater que notre association a aujourd'hui plus de salariés (plus de 120) que de membres. Même si tous n'ont évidemment pas la même fonction dans l'association, cet état de fait m'interroge : comment notre association est-elle perçue dans son milieu ecclésial ? Pourquoi de nouveaux membres ne nous ont-ils pas rejoints, alors que notre association a cherché à étendre son assise ?

Notre conseil d'administration a été stable en 2009. Alfred Gschwindemann, trésorier de notre association depuis longue date, a été remplacé par Jean Penin, lui aussi, d'ailleurs, présent au début de notre association, laquelle aura trente-cinq ans cette année.

Lors de l'assemblée générale d'avril 2009, je vous disais que notre association était sous pression. Je ne me suis malheureusement pas trompé. Aujourd'hui, il apparaît dans le rapport d'activité du directeur général que la Plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile est plus encore débordée par l'afflux des personnes, le 115, même avec le renfort hivernal, ne parvient plus à donner des solutions aux personnes qui sollicitent un hébergement, et tous nos établissements d'urgence sont pleins. La sortie du dispositif hivernal, perspective 2010 difficile, nous inquiète comme elle ne nous a jamais inquiétés. Avec d'autres associations, nous avons sollicité un rendez-vous auprès du préfet pour mettre au point des solutions.

Plusieurs de nos établissements ont de nouveau fait l'objet d'interrogations sur la pratique sociale : l'accueil hivernal notamment des personnes déboutées, à Rouffach, est certes un lieu dont on peut dire : « où seraient ces personnes si elles n'étaient pas accueillies là ? » Mais d'un autre côté, accompagner des personnes dont plus d'une est promise à un retour au pays n'est pas simple. Notre Plate-forme d'accueil, que je citais tout à l'heure, du fait d'un afflux de personnes pour lequel elle n'est pas dimensionnée tant en personnel qu'en ressources d'hébergement, n'a pas pu remplir sa mission d'accueil comme il l'aurait fallu. Quant au 115, c'est en gros le même problème, celui de devoir dire « il n'y a pas de place » aux personnes parfois désespérées qui sollicitent un hébergement. Il me faut aussi évoquer nos chantiers d'insertion, qui font face à une volonté gouvernementale d'un pourcentage de « sorties réussies » nettement au dessus des réalités du terrain que nous connaissons bien. Tout ceci nous a interrogés quant à notre éthique associative. Mais le choix que nous faisons jusqu'à aujourd'hui est de prendre le risque de « faire » plutôt que de laisser, même si l'action n'est pas simple, pour une raison finalement simple : nous agissons pour les personnes et pas pour nous.

Je voudrais ici saluer les salariés de ces structures et plus généralement de toute l'association, y compris l'équipe administrative de la direction générale. Ce sont eux qui ont, sur le terrain, fait face aux personnes, ouvert des portes, accueilli, et hélas trop souvent ont subi la limite du système dans lequel nous tentons de remplir notre mission.

Je remercie bien sûr aussi les chefs de service et directeurs d'établissements, pour leur investissement tout au long de l'année. Ils fournissent le cadre immédiat pour l'action de chacun, et nous leur demandons aussi de

porter en interne le projet associatif d'ACCES. Je dois malheureusement vous dire qu'en mars 2010, nous nous sommes séparés du directeur de notre pôle emploi, Frédérick Poulin, et que nous sommes actuellement en période de recrutement. La cheffe de service de la Plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile, Noémie Mourot, nous quittera cet été, pour suivre son conjoint. Nous sommes aussi en période de recrutement.

Une nouvelle fois, la collaboration du directeur général avec le conseil d'administration et en particulier des président et vice-président, Dominique Wybrecht, a été poussée. Le dialogue a été constant, le suivi de l'actualité, très préoccupante, sans cesse partagé. Le rôle du directeur général, entouré de son équipe administrative, a été déterminant, et je les en remercie vivement.

L'aumônerie, manifestation de notre identité chrétienne, est sous la responsabilité directe du conseil d'administration. C'est une aumônerie évangélique mais elle ne dépend pas d'une Église en particulier. En juin 2009, l'aumônier principal, Daniel Reutenauer, nous a quittés pour des raisons d'emploi du temps professionnel, puisque l'engagement dans notre association n'est que d'un jour par semaine et qu'il faut conjuguer cet emploi avec d'autres. C'est Daniel Besse, titulaire d'une maîtrise en théologie protestante et déjà actif au sein de la Ligue pour la lecture de la Bible, basé au Rimlishof, qui lui a fait suite au poste d'aumônier principal, en novembre. Je remercie les donateurs qui assurent le financement de ce poste.

J'ouvre d'ailleurs à ce sujet une perspective 2010 : depuis l'automne, les contacts de l'aumônier se sont multipliés avec les établissements et services de l'association. Petit à petit, l'aumônerie remplit son rôle d'écoute, d'encouragement, de dialogue, de partage de l'Évangile, avec les personnes en insertion mais aussi avec notre personnel. Et cela prend de plus en plus de temps ! Certes, avec ses dix bénévoles, l'équipe a bien augmenté. Mais animer cette équipe prend aussi du temps, puisque les activités se développent. C'est pourquoi le conseil d'administration propose de faire passer l'emploi de l'aumônier principale de un à deux jours par semaine dès cet été. Cela représente un défi financier, pour lequel je fais appel à de nouveaux donateurs, tant des particuliers que des Églises locales de notre département.

En mai 2009, le conseil d'administration s'est impliqué dans la construction de relations inter-associatives, au niveau des associations de travail social de l'agglomération mulhousienne. En effet, notre projet associatif stipule que nous cherchons « une saine collaboration avec les autres organismes ou associations de travail social ». Devant les pressions du gouvernement et sa tendance à nous considérer non comme des partenaires mais comme des exécutants, nous avons commencé à définir ensemble, entre administrateurs, de ce qui nous motive. Nous nous sommes par exemple rendu compte que l'histoire de notre association a des points communs avec l'histoire de l'Association pour le logement des sans-abri (ALSA) ou d'Espoir Mulhouse. Ces dialogues laissent intactes les spécificités des associations, en notre identité chrétienne en particulier. Le premier juin 2010, nous signerons ensemble la charte de « l'Entente inter-associative sociale mulhousienne », dont le but est la connaissance mutuelle, la prise en compte des interpellations d'autres entités à notre rencontre, mais aussi des paroles et actions concertées à l'adresse des autorités publiques.

Les relations avec la préfecture ont fait l'objet de toute notre attention, en fin d'année. C'est ainsi que le directeur général et le président sont allés présenter ACCES au nouveau préfet, en décembre, et lui expliquer non seulement nos actions mais aussi notre analyse du terrain et des besoins criants auxquels il faut répondre. Lors de la réunion du personnel de décembre dernier, je disais que notre position n'était pas évidente. D'un côté, nous avons un partenariat fort avec les organes de l'État et les collectivités locales : notre militantisme ne doit pas nuire à la confiance nécessaire pour cela. Mais d'un autre côté, nous avons bel et bien un militantisme – qui est allé, en 2009, jusqu'à écrire au ministre Monsieur Besson, ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire –, une mise en pratique de notre projet associatif : et là, c'est notre partenariat avec l'État et les collectivités locales qui ne doit pas nuire à notre identité associative. Nous allons d'ailleurs de nouveau rencontrer le préfet, avec d'autres associations, à propos de l'accueil d'urgence dans le Haut-Rhin, dont la situation, alors que nous sortons de l'urgence hivernale, est catastrophique.

C'est dommage sans doute : nous n'avons pas poursuivi l'envoi de lettres de nouvelles, faute de temps. Nous avons continué à envoyer « les brèves du conseil », par courrier électronique. Nous pensons développer ce moyen de communication, plus fréquent que les lettres de nouvelles mais plus modestes dans la forme. Comme moyen de communication, nous continuons d'utiliser un dépliant simple et avec possibilité de mise à jour fréquente.

J'ai donné l'essentiel de nos perspectives 2010 au fil de mon propos. J'ajoute, pour conclure, deux lignes : premièrement le renforcement de notre identité associative au travers de l'Entente sociale mulhousienne. Deuxièmement, le positionnement associatif face l'autorité publique, ce qui, aujourd'hui plus que jamais, est un vrai défi. Pour tout cela, nous avons besoin du soutien de tous, des Églises en particulier. Et je dis cela non pour

nous, comme si nous avions envie d'exister pour nous-mêmes. C'est pour les plus de 600 personnes que nous accueillons que je dis cela.

Je conclus mon propos en citant le livre des Proverbes, dans la Bible. Un poème décrit une femme très occupée, pleine de ressources, aux activités florissantes (ch.31, vv. 10-31). Une petite phrase me plaît (v.20) : « Elle tend la main au malheureux, elle tend la main à l'indigent. » Soyons cette femme ! Que Dieu nous vienne en aide !

Jean-Marc Bellefleur